

Courrier envoyé par le secrétaire départemental de la FNEC FP FO du Nord à la  
Rectrice de la Académie de Lille aujourd'hui.

Madame la Rectrice,

Des collègues nous signalent des initiatives aussi surprenantes qu'inquiétantes de certains chefs d'établissement qui convoquent des réunions plénières et autres « assemblées générales » réunissant parfois les personnels de deux établissements « en urgence » pour organiser « la continuité pédagogique.»

Les décisions prises par le gouvernement à travers les déclarations du Président jeudi et du Premier Ministre hier soir nous expliquent que l'urgence, c'est précisément de ne pas se réunir pour limiter la propagation du virus covid 19. La mise en œuvre de la continuité pédagogique voulue par le ministre de l'Education nationale peut très bien s'organiser à distance. Les professeurs n'ont jamais eu besoin de réunions plénières pour concevoir une progression pédagogique. Ceux qui ont besoin de matériel ou de conseils techniques savent que les établissements restent administrativement ouverts.

D'ailleurs, n'est-ce pas pour le même motif que toutes les demandes d'audience auprès des services rectoraux ont été reportées *sine die* ?

Quant aux conseils de classe, modifier les horaires ne suffit pas, nous avons tous les outils à notre disposition pour compléter les bulletins et réaliser une synthèse à distance.

Madame la rectrice, les personnels de l'Education nationale sont inquiets, comme le reste de la population. Il nous semble donc que des consignes académiques claires

d'annulation de ces réunions, déclinant la logique sanitaire requise par la situation inédite de pandémie mondiale que nous traversons, à destination de tous les personnels, et spécialement des personnels d'encadrement dont nous ne mettons pas en cause les intentions, sont de nature à apaiser les esprits.

Le souci prioritaire de préserver la santé des agents ne s'oppose pas à la continuité du service public, bien au contraire.

Extrait de la lettre du secrétaire national de la FNEC FP FO au ministre ce jour.

Monsieur le Ministre,

Nous avons écouté votre intervention sur France Info ce matin. Encore une fois, la plupart des décisions sont renvoyées au niveau local, les chefs d'établissements, les IEN étant chargés d'organiser la présence des personnels.

Or, jusqu'à maintenant l'absence de cadrage national a provoqué une grande confusion, une hétérogénéité des consignes données aux personnels. La question de la collègue AESH sur France Info ne comprenant pas pourquoi sa présence était exigée à l'école en est l'illustration, et votre réponse est pour le moins floue : « il est possible que vous puissiez rester chez vous. »

Certains de vos propos ont attiré notre attention en particulier : « L'objectif n'était pas de faire venir les professeurs dans l'immense majorité des cas. » La quasi-totalité sera présente sur la base du volontariat.

C'est pourquoi nous demandons de votre part une consigne nationale, dans les meilleurs délais, indiquant :

- que toutes les réunions convoquées demain seront annulées,
- que tous les conseils de classe et réunions d'équipes en présentiels seront annulés,
- que la présence des personnels se fera sur la base du volontariat, comme vous l'avez indiqué. « Une personne qui n'est pas volontaire ne doit pas venir », notamment « si elle n'est pas à l'aise psychologiquement avec cette situation ». Une telle directive ministérielle permettra qu'aucune pression locale ne s'exerce sur un agent qui ne souhaite pas venir.
- que tous les lycées seront totalement fermés aux élèves et personnels : vous avez en effet indiqué que le service minimum pour les enfants des personnels soignants ne concernera que les petites classes : écoles primaires et collèges.
- que les collègues AESH ne soient pas mobilisés pour d'autres missions que celles figurant dans leurs contrats. S'il n'y pas d'élèves notifiés MDPH, l'administration n'a aucune raison d'exiger leur présence. Il en est de même pour les AED, les CPE, les professeurs documentalistes, les PSYen.

**Signalez-nous toute situation en contradiction avec ces revendications de bon sens.**